

# Diplôme de la European School of Law Toulouse (ESL Toulouse)



**Diplôme**  
Diplôme université niv. form. bac



**Domaine(s) d'étude**  
Droit international européen et comparé



**Accessible en**  
Formation initiale



**Établissements**  
Université Toulouse Capitole

## Présentation



**!! PAS D'INSCRIPTION POUR LA RENTRÉE 2023/2024 !!**

### Spécificités

Le diplôme est constitué de cinq unités d'enseignement (UE) réparties sur cinq années.

### Objectifs

Etre capable de travailler en Europe, pour l'Europe, ses citoyens, ses entreprises, ses institutions et former des juristes dont les acteurs européens, qu'ils soient publics ou privés, ont besoin.

Le diplôme de l'ESLToulouse permet d'approfondir, d'une part, les connaissances du système juridique de l'Union européenne et, d'autre part, de mieux appréhender la diversité

des traditions juridiques sur ce même espace afin d'être en mesure d'articuler les différents droits nationaux.

L'obtention du diplôme, en plus de la réussite aux diplômes nationaux, permet, grâce à une formation mettant l'accent sur le multilinguisme et le multiculturalisme, combinant enseignements théoriques approfondis et modules professionnalisants, de pouvoir prétendre à des postes de juristes de dimension européenne - au sein des institutions européennes, des grandes entreprises - ou bien d'exercer directement à l'étranger.

## Admission

### Conditions d'admission

**!! PAS D'INSCRIPTION POUR LA RENTRÉE 2023/2024 !!**

Être inscrit à un diplôme de la European School of Law Toulouse (licence bilingue ou double-diplôme).

### Inscription

Pour obtenir le diplôme de la European School of Law Toulouse, vous devrez vous inscrire tous les ans, pendant 5 ans, en début d'année universitaire.

Des bourses seront attribuées, pour chacune des années, aux majors de promotion. Ces étudiants seront exonérés des frais d'inscription l'année suivante.

## Et après...

### Insertion professionnelle

L'obtention du diplôme, en plus de la réussite aux diplômes nationaux, vous permettra, grâce à une formation mettant l'accent sur le multilinguisme et le multiculturalisme, combinant enseignements théoriques approfondis et modules professionnalisant, de pouvoir **prétendre à des postes de juristes de dimension européenne** - au sein des institutions européennes, des grandes entreprises - ou bien **d'exercer directement à l'étranger**.

**En Savoir + :** Consultez les enquêtes sur l'Insertion Professionnelle des diplômés réalisées par l'Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle. L'OFIP étudie le devenir universitaire et professionnel des anciens étudiants : poursuites et reprises d'études, processus d'entrée sur le marché du travail, situation à 30 mois (emploi, études, chômage,...), caractéristiques des emplois (secteurs, statuts, fonctions, professions, revenus, mobilité géographique,...). Les enquêtes d'insertion sont mises régulièrement en ligne en suivant ce [lien](#).

## Contact(s)

### Autres contacts

#### Renseignements

**Service Universitaire d'Information d'Orientatation et d'Aide à l'Insertion Professionnelle (SUIO-IP)** (Préfabriqués - Parking Arsenal)  
2 rue du Doyen Gabriel Marty  
31042 Toulouse Cedex 9  
Courriel : [suio-ip@ut-capitole.fr](mailto:suio-ip@ut-capitole.fr)  
Tél : 05 61 63 37 28

### Contact scolarité

**European School of Law Toulouse**  
Bureau AR 334  
2 rue du Doyen Gabriel Marty  
31042 Toulouse Cedex 9  
Courriel: [esl@ut-capitole.fr](mailto:esl@ut-capitole.fr)

## Infos pratiques

### Lieu(x)

 Toulouse

# Programme

---

## Organisation

La formation se déroule sur une période de 5 ans.

Ce diplôme comporte cinq unités d'enseignement (UE) réparties sur cinq années. L'étudiant doit effectuer une inscription tous les ans mais pourra accomplir les UE à son rythme en fonction de sa formation. À cette fin, il est possible de s'inscrire à deux UE maximum simultanément.

### Unité 2 :

1. Analyse critique de l'actualité économique et sociale européenne (16h) soit :

- \* Actualité économique et sociale 1 (4h)
- \* Actualité économique et sociale 2 (4h)
- \* Actualité économique et sociale 3 (4h)
- \* Actualité économique et sociale 4 (4h)

2. Enjeux politiques et juridiques internationaux (18h) soit :

- \* Enjeux internationaux 1 (4h)
- \* Enjeux internationaux 2 (4h)
- \* Enjeux internationaux 3 (4h)
- \* Vivre le droit comparé : jeu de rôles (6h)

3. Droit de l'Union Européenne 2 - Les politiques (23h) soit :

- \* La libre concurrence (4h)
- \* L'union économique et monétaire (3h)
- \* Les politiques internes de l'Union (12h)
- \* Les politiques externes et la politique régionale de l'Union (4h)

4. Conférences de prestige

### Unité 3 :

Rapport de mobilité ciblé sur une thématique d'actualité ou dissertation sur un sujet de droit comparé.

### Unité 4 :

Gestion de projet à dimension européenne - Travail en groupe.

### Méthodes et moyens pédagogiques :

Pour une formation en présentiel, au-delà de l'approche classique du cours magistral articulé avec ses travaux dirigés, l'étudiant peut se voir proposer des mises en situations, des études de cas pratiques, des conférences-débats constituant autant d'opportunités d'apprentissage. Ces enseignements sont dispensés dans des salles de cours dédiées et équipées, amphithéâtres, laboratoires de langues ; l'apprenant a également un accès libre aux diverses ressources universitaires : salles informatiques ou service commun de la documentation.

### Equipe pédagogique :

- \* M. David ALARY : sciences économiques ;
- \* M. Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA : droit public, Directeur de l'Ecole Doctorale Droit et Science Politique ;
- \* Mme Myriam BENLOLO-CARABOT : droit public, Université Paris Ouest Nanterre, Maître des requêtes en service extraordinaire au Conseil d'Etat ;

- \* M. Didier BLANC : droit public ;
- \* M. Marc BLANQUET : droit public, titulaire d'une chaire Jean Monnet ;
- \* Mme Nathalie DE GROVE-VALDEYRON : HDR, droit public, titulaire d'une chaire Jean Monnet ;
- \* M. Frédéric GUIOMARD : droit privé et sciences criminelles ;
- \* Mme Catherine GRYNFOGEL : droit privé et sciences criminelles ;
- \* M. Jérôme HENNING histoire des droits et des institutions ;
- \* Mme Wanda MASTOR : droit public ;
- \* M. François-Xavier MILLET : référendaire à la Cour de justice de l'Union européenne ;
- \* M. Philippe NELIDOFF : histoire du droit et des institutions, Doyen de la Faculté de Droit et Sciences Politiques ;
- \* Mme Anne-Marie OLIVA : droit public ;
- \* Mme Nicoletta PERLO : droit public ;
- \* Mme Sylvaine PERUZZETTO : droit privé, conseillère exceptionnelle à la Cour de cassation ;
- \* M. Lukas RASS-MASSON : droit privé et sciences criminelles, Directeur de l'ESL ;
- \* Mme Guillemine TAUPIAC-NOUVEL : droit privé et sciences criminelles, Université de Pau et des Pays de l'Adour ;
- \* M. Vincent THEBAULT : géopolitique européenne ;
- \* M. Pierre-Jean THIL : avocat, doctorant en droit européen ;
- \* M. Simon TORDJMAN : science politique, Directeur des études 1er cycle Diplôme IEP.